



Crédit image : @jhoang098

# L'Asie du Sud-Est face à un scénario de conflit à Taïwan

## Recherches & Documents

N°06/2024

**Simon Menet**

Chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Avril 2024



**Observatoire**  
du Multilatéralisme  
en Indo-Pacifique

[www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org)

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

Directeur de la publication : Bruno Racine

ISSN : 2273 - 4644

© FRS 2024 — tous droits réservés

*Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration sous réserve de préciser le nom et la qualité de l'auteur et la source de la citation, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.*

## SOMMAIRE

<b>L'ASIE DU SUD-EST FACE A UN SCENARIO DE CONFLIT A TAIWAN.....</b>	<b>3</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. UNE FORTE EXPOSITION REGIONALE .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1. Coopération Taïwan-Asie du Sud-Est : opportunités et vulnérabilités.....</b>	<b>5</b>
<b>1.2. Des risques réels de contagion et d'instabilité .....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. Une préparation limitée et inégale .....</b>	<b>8</b>
<b>2. UNE POSTURE REGIONALE HETEROGENE.....</b>	<b>10</b>
<b>2.1. Face aux crises extérieures : une activité diplomatique à géométrie variable .....</b>	<b>10</b>
<b>2.2. Face à Taïwan : une image de neutralité qui masque des divergences profondes.....</b>	<b>12</b>
<b>2.3. Vers une implication plus active ? Les cas des Philippines et de Singapour .....</b>	<b>15</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>18</b>

## L'Asie du Sud-Est face à un scénario de conflit à Taïwan

---

### Résumé

L'Asie du Sud-Est serait l'une des régions les plus exposées en cas de conflit à Taïwan. Un blocus militaire ou une invasion de l'île par la Chine auraient un impact économique considérable pour les économies de la zone, à la fois dépendantes de l'industrie taïwanaise et très intégrées à la Chine, premier partenaire commercial de l'Association des Nations du Sud-Est (ASEAN) et troisième source d'investissements. Elles souffriraient de manière significative des perturbations des flux commerciaux, 50 % de la flotte mondiale de porte-conteneurs transitant par le détroit de Taïwan. Les pays de la zone seraient en outre exposés à des risques élevés d'extension du conflit en mer de Chine du Sud, de paralysie de l'ASEAN, voire d'instabilité politique.

Malgré ces fortes vulnérabilités, la question de Taïwan est loin de faire consensus au sein de l'ASEAN. Si les postures des pays membres dépendront *in fine* des circonstances d'une crise d'ampleur dans le détroit, les informations disponibles en sources ouvertes et les entretiens menés par l'auteur signalent d'importantes divergences au sein du bloc.

Des États comme le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam semblent privilégier une forme de neutralité, tandis que le Laos, le Cambodge et le Myanmar sont susceptibles d'adopter une approche accommodante vis-à-vis de la Chine. Singapour pourrait être amené à jouer un rôle plus actif en matière d'opérations humanitaires ou de médiation, dont les contours restent néanmoins incertains. Enfin, les Philippines font figure d'exception dans la région. L'attitude de fermeté de l'administration Marcos face à la Chine dans un contexte de tensions élevées en mer de Chine méridionale, le renforcement de la coopération de défense avec les États-Unis et Tokyo, ainsi que les liens entre les Philippines et Taïwan suggèrent une implication plus active de Manille en cas de conflit. Cela reste toutefois à nuancer compte tenu des risques de représailles de la part de l'Armée populaire de libération (APL) et des importantes limites capacitaires des forces armées philippines.

Pour la France, ces positions impliquent dès lors de planifier une intervention militaire autour de Taïwan – qui se résumerait principalement à des RESEVAC (évacuation de ressortissants) – en s'appuyant *a minima* sur les pays d'Asie du Sud-Est. Pour autant, la centralité de l'ASEAN en Indo-Pacifique, sa proximité géographique avec Taïwan et ses liens avec l'île nécessitent de renforcer le dialogue et la coopération entre la France et les pays membres sous l'angle de la sécurité civile et de l'assistance humanitaire. Il s'agit ainsi de contribuer à la sécurisation de l'Asie du Sud-Est plutôt qu'à sa militarisation.

## Introduction

Les pays d'Asie du Sud-Est seraient en première ligne si une crise d'ampleur survenait à Taïwan. Les conséquences seraient considérables pour les économies de la région, dont les chaînes de valeur sont dépendantes du tissu industriel de l'île et très exposées à d'éventuelles sanctions contre la Chine. Une confrontation armée dégraderait drastiquement la situation dans le détroit de Taïwan, où transitent près de 50 % de la flotte mondiale de porte-conteneurs<sup>1</sup>, avec un risque élevé de métastases en mer de Chine méridionale – ce d'autant plus en cas d'intervention américaine, qui pourrait impliquer l'accès à certains détroits et aux infrastructures militaires de pays comme les Philippines ou Singapour. Un conflit armé menacerait également la centralité de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), dont le fonctionnement pourrait être paralysé ; les institutions telles que l'*ASEAN Regional Forum* (ARF) ou l'*ASEAN Defence Ministers Meeting Plus* (ADMM+) pourraient être marginalisées<sup>2</sup>.

En dépit de l'onde de choc d'une éventuelle crise d'ampleur dans le détroit de Taïwan, ce scénario reste un sujet clivant pour les États d'Asie du Sud-Est. Forcés de naviguer entre les exigences de Pékin et de Washington, une majorité des pays de la région se montrent plutôt réservés, voire passifs, sur cette question. Il n'y a pas non plus de position régionale définie, notamment dans un contexte où l'ASEAN est contrainte par le dossier birman. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas d'évolutions. Dans le sillage de la crise suscitée par la visite de Nancy Pelosi à Taïwan en août 2022, l'ASEAN a publié un premier communiqué remarqué sur Taïwan appelant à l'apaisement. Plusieurs États membres du bloc font régulièrement état de leurs inquiétudes pour la paix et la sécurité dans la région. Certains d'entre eux adoptent même une posture plus active, comme l'a montré la réaction des Philippines aux récentes élections à Taïwan de janvier 2024.

Dans ce contexte, la présente note vise à mieux comprendre et anticiper la réaction des États d'Asie du Sud-est en cas de conflit à Taïwan. À cette fin, elle identifie les liens entre l'Asie du Sud-Est et Taïwan ainsi que les conséquences pour la région d'un éventuel conflit dans le détroit. Elle analyse ensuite les différentes postures que les pays du Sud-Est asiatique pourraient adopter, notamment à l'aune de leur positionnement vis-à-vis de crises extérieures (Ukraine, Proche-Orient, etc.) et de leur relation avec la Chine.

## 1. Une forte exposition régionale

L'Asie du Sud-Est entretient d'importants liens avec Taïwan, notamment sur le plan économique et des échanges humains. Or, la région serait l'une des zones les plus durement touchées en cas de conflit autour de l'île. Outre la proximité géographique, cela tient notamment aux risques de contagion régionale et d'instabilité, d'autant plus forts que la prise de conscience et la préparation à un tel scénario restent encore limitées.

---

<sup>1</sup> Kevin Varley, « Taiwan Tensions Raise Risks in One of Busiest Shipping Lanes », [Bloomberg](#), 2 août 2022.

<sup>2</sup> Simon Menet, « La place de l'ASEAN en Indo-Pacifique », *Carnets de vol*, 2023.

### 1.1. Coopération Taïwan-Asie du Sud-Est : opportunités et vulnérabilités

Alors qu'en 1950, seulement trois pays d'Asie du Sud-Est reconnaissaient la RPC, ce chiffre n'a cessé d'augmenter jusqu'à la rupture des liens diplomatiques entre le Brunei et Taïwan en 1991, dernier pays de la région à basculer. Cet isolement diplomatique croissant, entériné par l'absence de visites de haut niveau depuis le début des années 2000<sup>3</sup>, n'a pas pour autant abouti à l'interruption totale des relations avec Taïwan. La majorité des pays de la région conservent une forme de représentation semi-officielle sur l'île, qui maintient de son côté une présence à travers ses dix bureaux établis à travers la région. Le Cambodge et le Laos sont les seuls pays à ne pas accueillir de mission de représentation de Taipei (*cf. infra*), qui s'appuie dès lors sur celles situées au Vietnam (Ho Chi Minh et Hanoi).

#### ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES PAYS D'ASIE DU SUD-EST ET TAÏWAN

	Rupture des liens diplomatiques avec Taïwan	Ouverture d'un bureau de représentation de Taipei
<b>Brunei</b>	1991	1996
<b>Cambodge</b>	1997	Aucune représentation
<b>Indonésie</b>	1950	1971
<b>Laos</b>	1975	Aucune représentation
<b>Malaisie</b>	1974	1983
<b>Myanmar</b>	1950	2013
<b>Philippines</b>	1975	1975
<b>Singapour</b>	1990	1990
<b>Thaïlande</b>	1975	1975
<b>Vietnam</b>	1975	1992

Source : compilation réalisée par l'auteur

Au-delà de cette présence, l'essentiel des relations entre Taïwan et les pays d'Asie du Sud-Est réside dans leurs échanges économiques et humains, qui se sont intensifiés sous l'effet de la « *Southward Policy* » initiée dans les années 1990 puis de la « *New Southbound Policy* » (NSP), lancée en 2016 par le gouvernement de Tsai Ing-wen.

Taïwan est ainsi devenu une destination de premier plan pour les travailleurs venus d'Asie du Sud-Est. Selon les données du ministère taïwanais du Travail, plus de 730 000 travailleurs migrants de la région étaient présents à Taïwan en avril 2023, dont environ 255 000 d'Indonésie, 250 000 du Vietnam, 150 027 des Philippines et 68 000 de Thaïlande. Cette importante population sur l'île représente un défi majeur pour ces gouvernements en matière d'évacuation et de protection de leurs ressortissants si un conflit survenait dans le détroit (*cf.*

<sup>3</sup> En 2004, Lee Hsien Loong, alors Premier ministre désigné de Singapour, a été le dernier dirigeant sud-est asiatique à se rendre à Taïwan.

*infra*). Cela pose aussi un enjeu de crédibilité et de stabilité interne pour ces régimes en cas de défaillance.

Ces dernières années, Taïwan s'est également positionné comme un partenaire économique majeur de l'ASEAN. Il s'agit de son neuvième marché d'exportation, sa sixième source d'importation et son neuvième investisseur. Le bloc régional est quant à lui le deuxième marché d'exportation de Taïwan, derrière la Chine continentale et Hong Kong, et la troisième source d'importation. Trois des dix principaux partenaires commerciaux de l'île sont issus de la région : Singapour (6e), la Malaisie (8e) et le Vietnam (9e). L'ASEAN apparaît également comme la première destination des capitaux taïwanais à l'étranger, avec 4 milliards de dollars, soit 32 % de l'ensemble du total des investissements à l'étranger en 2022<sup>4</sup>. Quatre des dix premiers pays ayant attiré le plus d'investissements extérieurs taïwanais sont situés dans la région<sup>5</sup>. Les secteurs privilégiés incluent la santé, l'agriculture et les industries innovantes, avec une priorisation des semi-conducteurs. Plusieurs programmes de formation ont été lancés dans ce domaine, à l'instar du master au Vietnam du Collège international de technologie des semi-conducteurs de la National Chiao Tung University (NCTU)<sup>6</sup>. Des entreprises de pointe comme Foxconn et Pegatron – deux importants fournisseurs d'Apple – ont également investi dans des pays de la région. Pour Taipei, ces investissements contribuent à diminuer la dépendance de ses champions nationaux au marché chinois. Cela permet en même temps à des pays comme le Vietnam ou la Malaisie de renforcer leur positionnement dans les chaînes de valeur de secteurs aussi stratégiques que les semi-conducteurs.

Ces liens importants ne doivent pas néanmoins masquer les vulnérabilités des économies d'Asie du Sud-Est. Les investissements taïwanais dans les semi-conducteurs n'impliquent pas une extension du « bouclier de silicium » (ou *Silicon Shield*), théorie controversée selon laquelle la dépendance de la Chine aux semi-conducteurs taïwanais constituerait un rempart à une agression armée sur l'île<sup>7</sup>. En d'autres termes, les marchés les plus dépendants aux importations de circuits intégrés taïwanais comme Singapour, la Thaïlande ou la Malaisie resteraient très exposés aux chocs de production en cas de conflit<sup>8</sup>, et pourraient difficilement se prémunir contre les risques de contagion et d'instabilité régionale.

## **1.2. Des risques réels de contagion et d'instabilité**

Un conflit entre la RPC et Taïwan, quelle qu'en soit la nature, aurait des conséquences dramatiques pour la paix et la stabilité de la région ainsi que pour l'économie mondiale. Le coût minimum d'un blocus de l'île s'élèverait à lui seul à près de 2 500 milliards de dollars pour l'économie mondiale, selon le Rhodium Group<sup>9</sup>. S'y ajouterait l'impact éventuel des sanctions, estimé à au moins 3 000 milliards de dollars de flux commerciaux et financiers<sup>10</sup>.

---

<sup>4</sup> Lucio Blanco Pitlo III, « The Case for Taiwan's Chip Diplomacy in Southeast Asia », [Taiwan Center for Security Studies](#), 31 août 2023.

<sup>5</sup> Ces quatre pays sont : Singapour (1er), le Vietnam (4e), l'Indonésie (7e) et la Thaïlande (8e).

<sup>6</sup> International College of Semiconductor Technology Overseas Master Program Opens!, [NYCU](#), 3 juin 2021.

<sup>7</sup> Richard Cronin, « Semiconductors and Taiwan's 'Silicon Shield': A Wild Card in U.S.-China Technological and Geopolitical Competition », [Stimson Center](#), 16 août 2022.

<sup>8</sup> « Conflict over Taiwan: assessing exposure in Asia », The Economist Intelligence Unit, 2023.

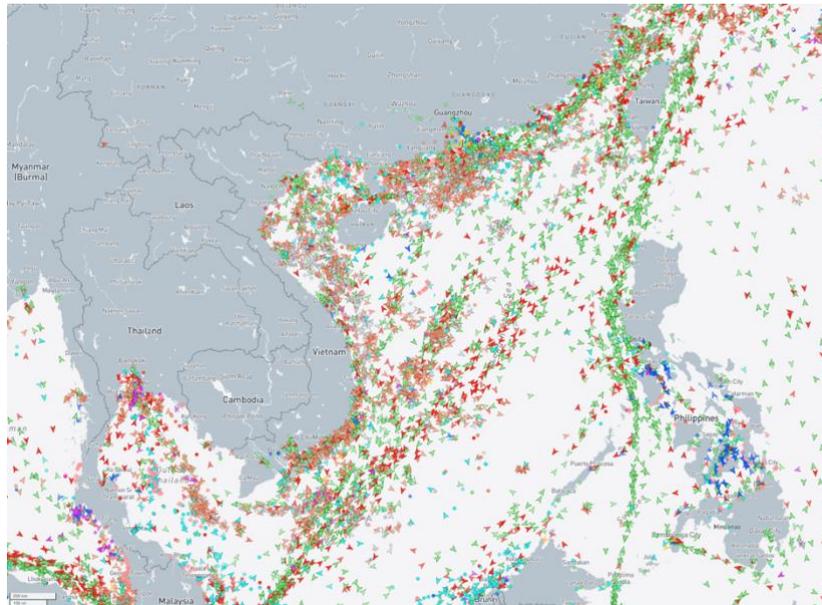
<sup>9</sup> Charlie Vest *et al.*, « The Global Economic Disruptions from a Taiwan Conflict », [Rhodium Group](#), 14 décembre 2022.

<sup>10</sup> Agatha Kratz, Charlie Vest, « Sanctioning China in a Taiwan Crisis: Scenarios and Risks », [Rhodium Group](#), 22 juin 2023.

S'il est difficile de quantifier précisément le coût pour les pays d'Asie du Sud-Est, force est de constater que ces derniers seront parmi les plus durement touchés pour diverses raisons qui vont bien au-delà de leur exposition à l'économie taïwanaise.

Premièrement, une opération d'invasion de Taïwan par la Chine ou un blocus militaire perturberaient de manière significative les flux commerciaux, vitaux pour les économies de la région (*cf. carte ci-après*). Un conflit entraînerait notamment une interruption du trafic dans plusieurs ports de la zone, des détours importants pour près de la moitié de la flotte mondiale de porte-conteneurs et une déstabilisation des réseaux de transport aérien. De plus, il existe un risque d'instrumentalisation de certains accès maritimes stratégiques, comme le détroit de Malacca, le détroit de Singapour ou le canal de Bashi, par les pays riverains. Cela pourrait non seulement contribuer à perturber davantage les chaînes d'approvisionnement régionales, mais également entraver d'éventuelles interventions par des puissances extérieures, y compris pour des RESEVAC, *i.e.* des opérations militaires d'évacuation de ressortissants (*cf. infra*).

#### APERÇU DU TRAFIC MARITIME AUTOUR DE TAÏWAN ET EN MER DE CHINE MERIDIONALE



Source : MarineTraffic, 3 janvier 2024

Deuxièmement, les économies d'Asie du Sud-Est sont très intégrées à la Chine, premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009 (hors échanges intrarégionaux) et sa troisième source d'investissements étrangers depuis 2021, derrière les États-Unis et l'Union européenne<sup>11</sup>. Or, elles sont susceptibles d'être touchées par des sanctions qui pourraient être prises à l'encontre de la République populaire de Chine et Hong Kong, ou par des mesures de coercition de Pékin. Il pourrait s'agir par exemple de hausses drastiques des tarifs douaniers, de restrictions sur les exportations de produits non transformés – essentiels aux modèles de production de pays comme le Cambodge ou le Vietnam – et de pressions diplomatiques. D'autres mesures de représailles pourraient inclure des opérations d'influence *via* de la désinformation et des attaques cyber, un phénomène qui cible déjà largement les

<sup>11</sup> « ASEAN : perspectives prudemment optimistes pour 2024 après une croissance résiliente en 2023 », [DG Trésor](#), 13 mars 2024.

gouvernements de la région<sup>12</sup>, voire des manœuvres visant des infrastructures critiques telles que le chemin de fer sino-laotien, opéré par des entreprises chinoises, ou le site du ministère de la Défense du Cambodge, financé et équipé en grande partie par la Chine.

Troisièmement, une confrontation armée entre la RPC et Taïwan (plus qu'un scénario de blocus) présente des risques d'extension à la mer de Chine méridionale. Cinq pays d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Philippines, Malaisie, Brunei et Indonésie) ont des différends territoriaux en cours avec la Chine, dont certains pourraient basculer en conflit ouvert dans certaines conditions : frappe chinoise (intentionnelle ou accidentelle) sur un territoire appartenant à un pays d'Asie du Sud-Est, utilisation des bases militaires philippines dans le cadre d'un engagement militaire américain visant à entraver l'accès de l'Armée populaire de libération (APL) à Taïwan, escalade des tensions autour de zones disputées, comme le récif de Scarborough, etc. Une confrontation armée en mer de Chine méridionale pourrait aussi n'impliquer aucun État d'Asie du Sud-Est, mais dégrader tout de même considérablement la situation sécuritaire régionale. Tel serait le cas de la destruction par les États-Unis d'îlots militarisés chinois comme celui des Paracels, particulièrement vulnérables en temps de guerre.

Enfin, toute forme de conflit à Taïwan – avec ou sans contagion en mer de Chine méridionale – pose le risque de nuire au bon fonctionnement de l'ASEAN (*cf. infra*), voire de déstabiliser certains régimes politiques de la région. Des mouvements émanant de la société civile pourraient en effet utiliser la cause taïwanaise pour promouvoir un agenda pro-démocratique ou fédérer des franges de la population, comme cela a été le cas avec le phénomène de « *Milk Tea Alliance* » en Thaïlande et au Myanmar en 2020<sup>13</sup>.

### **1.3. Une préparation limitée et inégale**

Ces dernières années, Pékin n'a cessé d'amplifier et de diversifier ses manœuvres d'influence à l'encontre de Taïwan, y compris sous la forme d'actions d'intimidation militaire. Par exemple, en 2023, l'APL, d'après le ministère de la Défense nationale taïwanais, a envoyé un total de 1 709 aéronefs dans la zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) de l'île<sup>14</sup>. Cela marque une augmentation de 75 % par rapport aux 972 incursions en 2021. En même temps, l'État-Parti chinois a martelé son ambition d'annexer Taïwan, y compris par la force<sup>15</sup>. Si l'échéance reste inconnue et les modes éventuels d'intervention divers (blocus, invasion, etc.), le risque d'un embrasement dans le détroit est réel.

Pendant longtemps, les États d'Asie du Sud-Est se sont tenus éloignés de la question taïwanaise. L'accroissement des tensions inter-détroit et le comportement agressif de la Chine les a toutefois contraints à changer progressivement d'attitude. Tommy Koh, l'une des figures de la diplomatie singapourienne, a ainsi souligné, dans un entretien pour la *Financial Review* en avril 2023, que « *la rivalité entre la Chine et les États-Unis est devenue si intense, si hideuse,*

<sup>12</sup> Voir, par exemple, Matt Burgess, « China Is Relentlessly Hacking Its Neighbors », *Wired*, 20 février 2023 ; Daryna Antoniuk, « China-linked hackers target governments and more in Southeast Asia with new backdoors », *The Record*, 19 mars 2024.

<sup>13</sup> Roger Lee Huang, Chavalin Svetanant, « Challenging digital authoritarianism: Milk Tea Alliance and transnational solidarity », in Amy Barrow, Sara Fuller (eds.), *Activism and Authoritarian Governance in Asia*, Routledge, 2022.

<sup>14</sup> « China Deployed over 1,700 Military Planes around Taiwan in 2023 », *Missile Defense Advocacy Alliance*, 1<sup>er</sup> août 2024.

<sup>15</sup> « White Paper: The Taiwan Question and China's Reunification in the New Era », *PRC Embassy in the USA*, 8 octobre 2022.

que l'idée d'un conflit armé entre eux, éventuellement au sujet de Taïwan, n'est plus impensable »<sup>16</sup>. Le secrétaire philippin à la Défense Gilbert Teodoro a quant à lui affirmé, en juillet 2023, que Manille surveille et planifie chaque jour l'éventualité d'une invasion chinoise de Taïwan<sup>17</sup>.

Plus largement, le sondage annuel réalisé en 2023 par l'ISEAS-Yusof Ishak Institute suggère que les élites sud-est asiatiques sont conscientes qu'elles ne peuvent être protégées des retombées d'un conflit à Taïwan. La majorité des personnes interrogées par le *think tank* singapourien craignent en particulier qu'un tel conflit déstabilise la région (43,3 %) et oblige leur pays à prendre parti (28,7 %). Elles s'accordent également à dire que l'enjeu de Taïwan est beaucoup plus important pour l'Asie du Sud-Est que l'invasion russe de l'Ukraine<sup>18</sup>.

Ces positions reflètent un tournant dans la posture régionale des États d'Asie du Sud-Est, symbolisé par la déclaration de l'ASEAN en août 2022 en réaction à l'augmentation rapide des tensions dans le détroit de Taïwan à la suite de la visite de Nancy Pelosi. Ce communiqué – le premier de l'histoire de l'ASEAN sur Taïwan – a été publié par les ministres des Affaires étrangères des dix pays membres lors de la présidence cambodgienne du bloc régional. Il appelle « à la plus grande retenue, à s'abstenir de toute action provocatrice et [au respect des] principes consacrés par la Charte des Nations unies et [du] traité d'amitié et de coopération d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC) », tout en réitérant « le soutien des États membres de l'ASEAN à leur politique respective d'une seule Chine »<sup>19</sup>. Le communiqué se garde cependant de nommer les parties prenantes ou même de critiquer les actions agressives de la RPC.

Ces réserves s'expliquent par une certaine prudence de l'ASEAN sur le dossier taïwanais, particulièrement sensible vis-à-vis de la Chine (*cf. infra*), mais également par un degré de conscience des enjeux inégal sur cette question au sein du bloc. Certains États membres, comme Singapour ou les Philippines, ont clairement signalé leurs inquiétudes à l'occasion de diverses prises de parole publiques (*cf. infra*). Dans ces deux pays, les cercles politiques et militaires mènent une réflexion stratégique nourrie sur de possibles scénarios de crise dans le détroit de Taïwan, qui se caractérise notamment par des échanges avec les *think tanks* et une posture militaire active, entre autres<sup>20</sup>. En Indonésie, l'instabilité autour de Taïwan a fait partie des préoccupations évoquées par les candidats à l'élection présidentielle de 2024 comme par le président sortant. Le sujet reste néanmoins secondaire<sup>21</sup> et souffre d'un manque de vision stratégique et d'incohérences sous l'administration Jokowi<sup>22</sup>.

De façon encore plus marquée qu'en Indonésie, la question d'un éventuel conflit à Taïwan est quasi inexistante au sein de la réflexion stratégique au plus haut niveau dans des pays comme le Cambodge, la Thaïlande, le Laos et le Myanmar. À Phnom Penh par exemple, plusieurs

<sup>16</sup> Emma Connors, « Singapore Ambassador slams the 'Nightmare' Set to 'Ruin the Region' », *Financial Review*, 21 avril 2023.

<sup>17</sup> Jeffrey Maitem, Jojo Rinoza, « Manila Closely Monitoring Chinese Threat to Invade Taiwan », *The Jakarta Post*, 21 juillet 2023.

<sup>18</sup> William Choong, Hoang Thi Ha, « Southeast Asians Mull Over a Taiwan Conflict: Big Concerns But Limited Choices », *Fulcrum*, 22 février 2023.

<sup>19</sup> « ASEAN Foreign Minister's Statement on the Cross Strait Development », *ASEAN*, 8 avril 2022.

<sup>20</sup> Entretien réalisé par l'auteur à Singapour le 15 décembre 2023.

<sup>21</sup> Delphine Allès, « Élections présidentielles en Indonésie : orientation des débats de politique étrangère avant le scrutin du 14 février 2024 », Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique, Fondation pour la recherche stratégique, décembre 2023.

<sup>22</sup> Evan A. Laksmana, « Not the Deterrence You're Looking For: Indonesia and Northeast Asian Security », in Drew Thompson, Byron Chong (eds.), *Deterring Conflict and Preserving Peace in Asia*, Lee Kuan Yew School of Public Policy, 2022.

chercheurs interrogés<sup>23</sup> ont souligné l'importance d'anticiper une éventuelle crise dans le détroit de Taïwan, tout en reconnaissant que ce n'est même pas une question pour le gouvernement cambodgien (*cf. infra*). La situation est comparable en Thaïlande, où la politique étrangère du gouvernement de Srettha Thavisin est focalisée sur les intérêts économiques du pays.

En somme, si certains États d'Asie du Sud-Est se préparent de plus en plus à un scénario de crise d'ampleur autour Taïwan, d'autres se montrent plus passifs. Le degré de prise en compte de cet enjeu reste donc très inégal, ce qui est problématique pour le développement d'une posture régionale commune en cas de déclenchement d'un conflit majeur à Taïwan.

## 2. Une posture régionale hétérogène

Plusieurs crises récentes comme l'invasion russe de l'Ukraine ou le conflit au Proche-Orient ont été l'occasion pour plusieurs pays d'Asie du Sud-Est de se montrer particulièrement actifs sur le plan diplomatique : condamnations, sanctions, évacuations de ressortissants, etc.

Toutefois, ces postures ne seraient pas forcément appliquées dans le cas d'un conflit à Taïwan car l'influence de la Chine (et des États-Unis dans une moindre mesure) tend à confiner les pays de la zone dans une forme de neutralité. Cela n'empêche pas des variations substantielles entre les positionnements des États membres de l'ASEAN, voire une implication plus active de certains d'entre eux – en faveur de Pékin ou de Washington (plus que de Taipei).

### 2.1. Face aux crises extérieures : une activité diplomatique à géométrie variable

La prise de conscience progressive des États d'Asie du Sud-Est vis-à-vis de Taïwan est intervenue parallèlement à un changement de la situation internationale : tensions en mer de Chine méridionale, invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, guerre Israël-Hamas depuis octobre 2023, etc. Pour plusieurs gouvernements de la région, ces crises ont été l'occasion de se positionner et de faire porter la voix de l'ASEAN sur la scène internationale.

C'est le cas par exemple de Phnom Penh, qui s'est montré étonnamment vocal au sujet de la guerre russo-ukrainienne lors de sa présidence de l'ASEAN en 2022. Le Cambodge a ainsi défendu plusieurs résolutions onusiennes condamnant la Russie<sup>24</sup>. Le Premier ministre Hun Sen s'est également engagé à envoyer des experts en déminage cambodgiens lors d'un appel téléphonique avec le Président Volodymyr Zelensky<sup>25</sup>. De son côté, Singapour a condamné nommément la Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine et imposé des sanctions et des contrôles sur les exportations vers Moscou. C'est le seul pays de la région à l'avoir fait.

---

<sup>23</sup> Entretiens réalisés par l'auteur à Phnom Penh en décembre 2023.

<sup>24</sup> Kimseng Men, « Cambodian Leader Defends UN Vote on Ukraine Invasion », [Voice of America](#), 3 mars 2022 ; « Cambodia Backs UN Vote on Russia's Ukraine Annexation », [Cambodiansness](#), 13 octobre 2022.

<sup>25</sup> « Telephone Conversation between Samdech Akka Moha Sena Padei Techo HUN SEN, Prime Minister of the Kingdom of Cambodia, and His Excellency Volodymyr Zelensky, President of Ukraine, 1 November 2022 », [Kingdom of Cambodia Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation](#), 11 février 2022.

Sur la guerre au Proche-Orient, la cité-État a également mis en avant sa posture traditionnelle, qui suit la ligne des Nations unies. À l'occasion d'un débat parlementaire en novembre dernier, le vice-Premier ministre Lawrence Wong a ainsi rappelé que son pays « *adopte systématiquement une position de principe [principled position] conforme au droit international et au soutien de la paix et de la sécurité mondiales* ». Pour le pouvoir singapourien, l'enjeu consiste à ménager sa relation avec Israël, partenaire sécuritaire important, tout en préservant la cohésion sociale dans une société qui compte une importante minorité ethnique malaise et musulmane. Il s'agit aussi de défendre en creux la sécurité et la survie d'un petit État comme Singapour<sup>26</sup>, dont l'environnement stratégique est façonné par sa relation avec la Malaisie et l'Indonésie voisines<sup>27</sup>. Il en va de même du Cambodge, dont la posture vis-à-vis de la guerre en Ukraine est intimement liée aux perceptions de menaces existentielles émanant du Vietnam d'un côté, de la Thaïlande de l'autre. En d'autres termes, en défendant la souveraineté de l'Ukraine ou le respect du droit international à Gaza, Phnom Penh comme Singapour entendent garantir leur propre indépendance et intégrité territoriale. Est-ce que cela veut dire pour autant qu'ils condamneraient un éventuel changement du *statu quo* par la force dans le détroit de Taïwan ? Rien n'est moins sûr, en particulier dans le cas du Cambodge, pour qui la Chine joue un rôle central dans ses calculs stratégiques (*cf. infra*).

Par ailleurs, plusieurs États d'Asie du Sud-Est comme l'Indonésie, la Malaisie et le Brunei se sont montrés très actifs à la suite du déclenchement de la guerre Israël-Hamas<sup>28</sup>. Ces postures s'expliquent toutefois davantage par des considérations de politique intérieure que par des enjeux de géopolitique, et ne peuvent dès lors pas être considérés comme des indicateurs fiables quant à ce que pourraient être leurs réactions en cas de conflit à Taïwan. Elles reflètent cependant une tendance lourde, à savoir une ligne de fracture qui se dessine entre les pays occidentaux et un certain nombre d'États du Sud, insatisfaits par un « double standard » perçu dans les réponses de Washington et des pays européens au conflit en Ukraine d'une part, à celui au Proche-Orient d'autre part<sup>29</sup>. Or ce sentiment est important à prendre en compte, en particulier dans un scénario sur Taïwan où la Chine serait susceptible de l'instrumentaliser.

Enfin, il convient de souligner que les réactions des pays d'Asie du Sud-Est aux récentes crises extérieures ont largement divergé. Dans le cas de la guerre en Ukraine par exemple, certains États ont certes condamné nommément la Russie et imposé des sanctions, mais d'autres se sont bornés à condamner l'invasion sans désigner la Russie (Indonésie, Brunei, Philippines), voire à adopter une posture de stricte neutralité. L'ancien ministre des Affaires étrangères malaisien Saifuddin Abdullah a par exemple affirmé que « *la Malaisie ne soutient aucune des deux parties au conflit* »<sup>30</sup>. Si Kuala Lumpur a voté la résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale de l'ONU sur « l'agression en Ukraine », le représentant permanent de la Malaisie auprès des Nations unies (AGNU), Syed Mohamad Hasrin, n'a pas spécifiquement qualifié la situation en Ukraine de « guerre » ou d'« invasion » – contrairement aux Philippines ou à Singapour<sup>31</sup>. Certains pays de la région comme le Vietnam et le Laos se sont même abstenus de voter les

<sup>26</sup> Lynn Kuok, « Singapore and the Cross-Strait Security Dynamic », in Drew Thompson, Byron Chong (eds.), *op. cit.*

<sup>27</sup> Entretien de l'auteur à Singapour le 15 décembre 2023.

<sup>28</sup> Aiza Mohamad, « The Growing Significance of Malaysia and Indonesia's Non-Recognition of Israel », *The Diplomat*, 23 octobre 2023.

<sup>29</sup> « Malaysia continues to address plight of Palestinians amid global double standards », *New Straits Times*, 24 décembre 2023.

<sup>30</sup> Zachary Abuza, « Ukraine Invasion 1 Year on: Most Southeast Asian Countries Missing in Action », *Benar News*, 24 février 2023.

<sup>31</sup> Danny Zi Yee Teh, « How Should Malaysia React to the Russia-Ukraine Conflict? », *The Diplomat*, 1<sup>er</sup> avril 2022.

résolutions de l'AGNU, en dépit de leur caractère non contraignant. La junte birmane est quant à elle allée encore plus loin, en approuvant les actions de Moscou.

S'il y a donc une multiplication de prises de positions parmi les pays de l'ASEAN ces dernières années, une posture diplomatique régionale concertée peine à émerger. Ce qui prévaut plutôt, c'est un manque d'unité entre les pays membres, qui réconcilient péniblement des divergences profondes en s'accordant sur le plus petit dénominateur commun.

## **2.2. Face à Taïwan : une image de neutralité qui masque des divergences profondes**

Contrairement à l'Union européenne, l'ASEAN est fondée sur des principes qui privilégient la prise de décision basée sur le consensus, la non-ingérence dans les affaires d'un autre État, ainsi qu'une préférence régionale pour le règlement pacifique des différends. Comme le souligne Drew Thompson, l'organisation régionale a aussi une certaine propension à l'inaction<sup>32</sup>, que la crise au Myanmar a pu mettre en évidence.

Par rapport à la perspective d'un conflit autour de Taïwan, cette approche tend à se traduire par une certaine neutralité. Ainsi, lorsque l'ASEAN a réagi en août 2022 à la hausse rapide des tensions dans le détroit, elle n'a pas pris parti. Elle a plutôt rappelé sa posture traditionnelle : dialogue pacifique, multilatéralisme et coexistence pacifique, respect des principes inscrits dans la Charte onusienne et le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC), etc.<sup>33</sup> L'enquête annuelle de l'ISEAS-Yusof Ishak Institute montre qu'en 2023, 33,5 % des personnes sondées en Asie du Sud-Est opteraient pour la neutralité si un conflit éclatait dans le détroit. Cette posture est particulièrement nette parmi les personnes interrogées au Brunei, au Cambodge et au Laos, trois des pays les plus proches de la Chine (*cf. infra*)<sup>34</sup>. Dans les autres États de la région, le choix de la neutralité se conjugue avec une démarche plus proactive qui consiste à « s'opposer à l'usage de la force par des mesures diplomatiques »<sup>35</sup>.

Il n'y a toutefois pas une forme de neutralité régionale, mais plutôt un ensemble disparate de postures contraintes par un champ d'action réduit. Les États d'Asie du Sud-Est doivent ainsi composer entre leur intérêt national, leur relation avec la Chine et les attentes de Washington. Ils n'ont pas un poids suffisant, en particulier sur le plan militaire, pour peser sur le choix chinois d'intervenir ou non. Ils n'ont pas non plus la cohésion régionale nécessaire pour faire bloc en cas de conflit à Taïwan. L'enjeu principal d'un conflit majeur à Taïwan pour les pays de la zone n'est dès lors pas tant la protection de la démocratie ou la sauvegarde du tissu industriel de l'île. C'est plutôt la préservation d'un ordre régional de plus en plus polarisé par la rivalité sino-américaine et la gestion de la relation avec la Chine, dont l'influence est une caractéristique déterminante dans le positionnement des États d'Asie du Sud-Est sur la question de Taïwan.

En témoigne par exemple la posture de grande prudence du Vietnam. Malgré ses différends territoriaux avec la Chine et l'impact considérable qu'aurait un conflit autour de Taïwan pour

---

<sup>32</sup> Drew Thompson, Byron Chong (eds.), *op. cit.*, p. VI.

<sup>33</sup> « ASEAN Foreign Ministers' Statement on the Cross Strait Development », [asean.org](https://asean.org), 4 août 2022.

<sup>34</sup> Sharon Seah *et al.*, « The State of Southeast Asia: 2023 Survey Report », [ISEAS-Yusof Ishak Institute](https://iseas.iyias.org/), 2023.

<sup>35</sup> William Choong, Hoang Thi Ha, *op. cit.*

l'économie et la sécurité du pays, Hanoi cherche à se tenir le plus éloigné possible de ce dossier<sup>36</sup>. À l'approche de plus en plus vocale des Philippines (*cf. infra*), le Vietnam préfère une certaine déférence à l'égard de Pékin<sup>37</sup>. Derrière ce choix, il y a un calcul rationnel fondé sur plusieurs facteurs : la proximité géographique, l'asymétrie de puissance, mais également l'affinité idéologique entre les deux pays. La chercheuse vietnamienne Hoang Thi Ha estime ainsi que tant que la Chine n'aura pas violé les intérêts fondamentaux du Vietnam par la force – en mer de Chine méridionale notamment –, le maintien de bonnes relations avec Pékin l'emportera sur toutes autres considérations<sup>38</sup>.

La prudence prévaut également côté thaïlandais. Même si la Thaïlande est l'un des plus anciens alliés des États-Unis dans la région, les accords bilatéraux de défense ou même son statut de « *major non-NATO ally* » (MNNA) n'obligent pas les armées thaïlandaises à intervenir en cas d'engagement militaire américain autour de Taïwan et n'impliquent pas nécessairement un soutien logistique à Washington – y compris pour de l'assistance humanitaire. En 2017-2018, Bangkok a par exemple refusé un accès aux États-Unis pour des opérations humanitaires en soutien au Rohingya<sup>39</sup>. En cas de conflit sur Taïwan, une décision similaire est hautement probable, la Thaïlande pouvant se limiter à autoriser des survols de son territoire par les États-Unis et leurs alliés. Cette approche s'explique en partie par la dynamique de *hedging* (assurance) opéré vers la Chine depuis le coup d'État de 2014 – y compris en matière de coopération militaire et sécuritaire<sup>40</sup> – et qui n'est pas remise en question par la nouvelle administration. De plus, s'il y a bien des investissements taïwanais dans le pays et un grand nombre de travailleurs thaïlandais sur l'île (environ 65 000 en 2022), cela n'est pas incompatible avec une position de neutralité<sup>41</sup>, en particulier face aux pressions du régime chinois pour imposer sa vision de la relation inter-détroit<sup>42</sup>.

À travers l'Asie du Sud-Est, l'engagement économique et financier chinois est conditionné au soutien à la « politique d'une seule Chine » par les gouvernements, qui l'appliquent à différents degrés. Considéré comme l'un des plus proches partenaires de Pékin, le Cambodge suit trait pour trait la position chinoise, adoptant alternativement le « principe d'une seule Chine » et la « politique d'une seule Chine »<sup>43</sup>. Les récentes déclarations bilatérales de haut niveau mentionnent de manière uniforme que « *la partie cambodgienne réaffirme que [...] le gouvernement de la RPC est le seul gouvernement légitime représentant l'ensemble de la Chine. Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois et une affaire intérieure de la Chine, qui ne tolère aucune ingérence étrangère* », mais également que « *le Cambodge [...] soutient résolument tous les efforts de la Chine pour parvenir à la réunification nationale* »<sup>44</sup>.

<sup>36</sup> « Regional Voices on Escalating Tensions in the Taiwan Strait », [The National Bureau of Asian Research](#), 5 décembre 2022.

<sup>37</sup> Hoang Thi Ha, « Armed Conflicts Over East Asian Flashpoints: Impossible Choices for Vietnam », in Drew Thompson, Byron Chong (eds.), *op. cit.*

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Zachary Abuza, « America Should Be Realistic About Its Alliance With Thailand », [War on the Rocks](#), 2 janvier 2020.

<sup>40</sup> Simon Menet, « Protéger, contrôler et façonner : la stratégie sécuritaire de la Chine dans le Mékong », [Recherches & Documents](#), Fondation pour la recherche stratégique, n° 07/2023, 2 juin 2023.

<sup>41</sup> Mongkol Bangprapa, « 'Stay Neutral' as US-China Tensions Rise, Experts Says », [Bangkok Post](#), 8 avril 2022.

<sup>42</sup> « Full Text: Joint Press Communiqué between the Government of the People's Republic of China and the Government of the Kingdom of Thailand », [Xinhua](#), 20 octobre 2023.

<sup>43</sup> Tous les pays, sans exception, ne reconnaissent qu'une seule Chine. Il y a cependant une différence fondamentale entre le « principe d'une seule Chine » et la « politique d'une seule Chine ». Le premier terme est employé par Pékin pour signifier que Taïwan fait partie de la République populaire de Chine, tandis que le second est utilisé par Paris, Washington, Bruxelles ou Singapour pour qui la RPC est certes le seul représentant de la Chine, mais pour qui le statut de Taïwan demeure indéterminé.

<sup>44</sup> « Full Text: Joint Statement between the People's Republic of China and the Kingdom of Cambodia on Building a China-Cambodia Community with a Shared Future in the New Era », [Xinhua](#), 13 février 2023.

Comme Phnom Penh, le Myanmar souscrit au « principe d'une seule Chine » et soutient l'objectif de « réunification de la Chine » sans cesse martelé par le pouvoir chinois<sup>45</sup>. Cette position est portée par la junte mais aussi par le Gouvernement d'unité nationale (NUG), qui l'a explicitée dans une déclaration en dix points sur la Chine publiée début 2024<sup>46</sup>. De même, le Laos fait partie des plus fervents soutiens à la ligne officielle du Parti communiste chinois. Vientiane adhère fermement au « principe d'une seule Chine » et « s'oppose à l'ingérence de forces extérieures dans les affaires intérieures de la Chine sous quelque prétexte que ce soit, et soutient les efforts déployés par la Chine pour sauvegarder ses intérêts fondamentaux et parvenir à la réunification nationale »<sup>47</sup>. Cette posture n'est pas étonnante, compte tenu de la dépendance économique et même sécuritaire de ce petit État de près de sept millions d'habitants à l'égard de son voisin chinois. Elle n'en est pas moins problématique, en particulier dans le contexte de la présidence laotienne de l'ASEAN en 2024. La Chine pourrait en effet voir cette période comme une opportunité de diffuser ses éléments de langage au sein de l'organisation régionale.

Concrètement, l'adhésion stricte au « principe d'une seule Chine » par le Cambodge, le Laos et le Myanmar – soit près d'un tiers des pays membres de l'ASEAN – suppose que ces pays ne condamneront pas la Chine en cas de changement unilatéral du *statu quo* dans le détroit – y compris par la force<sup>48</sup>. Ils pourraient même soutenir la Chine sur la scène internationale en légitimant son narratif et/ou son action en cas de conflit, à l'image du soutien de Hun Sen à la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin à Hong Kong en 2020<sup>49</sup>. Pour le Cambodge, se pose en outre la question de l'utilisation par la Chine de la base navale de Ream, qui présente un double intérêt pour Pékin : 1/ renforcer la portée de ses activités de renseignement et d'écoute dans la zone ; et 2/ neutraliser le Cambodge sur le plan politique et en faire une sorte de *proxy*.

Ces approches contrastent avec celles des autres États membres de l'ASEAN. Ainsi, la position officielle de Singapour mentionne la « politique d'une seule Chine », mais n'entre pas dans les détails – ce qui confère à la cité-État une certaine latitude dans sa réponse en cas de conflit (*cf. infra*). Le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam considèrent officiellement que Taïwan fait partie du territoire de la RPC et soutiennent le développement pacifique des relations inter-détroit<sup>50</sup>. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils cautionneront un recours à la force pour reprendre Taïwan<sup>51</sup>.

Des divisions se dessinent clairement entre les pays membres de l'ASEAN sur les termes de leur neutralité. À la posture accommodante à l'égard de la Chine du Cambodge, du Laos et du Myanmar s'opposeraient un positionnement neutre incarné par le Brunei, l'Indonésie, la

<sup>45</sup> « Foreign Ministry Spokesperson Mao Ning's Regular Press Conference », [PRC Ministry of Foreign Affairs](#), 16 janvier 2024.

<sup>46</sup> La déclaration stipule précisément que « *le principe d'une seule Chine sera maintenu et soutenu de manière durable* ». Pour de plus amples détails, voir « Statement 1/2024 – The National Unity Government's Position on China », [NUG Ministry of Foreign Affairs](#), 4 janvier 2024.

<sup>47</sup> « 关于进一步深化中老命运共同体建设的联合声明 [Joint Statement on Further Deepening the Building of a China-Laos Community with a Shared Future] », [PRC Ministry of Foreign Affairs](#), 12 février 2022.

<sup>48</sup> La frontière ici n'est pas claire. Certaines déclarations officielles des gouvernements laotien ou cambodgien par exemple mentionnent clairement qu'ils soutiennent tous les efforts de la Chine pour parvenir à la réunification nationale. En même temps, une éventuelle intervention militaire contreviendrait à la position de principe de l'ASEAN, qui met en avant une résolution pacifique de la situation, voire à leur propre politique – le Cambodge ayant par exemple condamné l'invasion russe de l'Ukraine.

<sup>49</sup> « 柬埔寨副首相贺南洪：柬埔寨完全支持中国涉港国安立法 [Cambodian Deputy Prime Minister Hor Namhong: Cambodia fully supports China's Hong Kong-related national security legislation] », [Xinhua](#), 27 mai 2020.

<sup>50</sup> Chow-Bing Ngeow, « The 'one China' Policy of Southeast Asian Countries », [ThinkChina](#), 8 décembre 2022.

<sup>51</sup> William Choong, Hoang Thi Ha, *op. cit.*

Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam et une attitude plus active des Philippines et, dans une moindre mesure, de Singapour.

### **2.3. Vers une implication plus active ? Les cas des Philippines et de Singapour**

En mars 2022, quelques semaines seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'ambassadeur des Philippines à Washington a annoncé que le président Duterte – pourtant ouvertement anti-américain – était prêt à ouvrir les installations militaires de son pays aux forces américaines si la guerre en Ukraine s'intensifiait et impliquait les États-Unis<sup>52</sup>. À travers cette déclaration, l'enjeu pour Manille n'était pas tant d'anticiper une contagion de la guerre russo-ukrainienne en Asie de l'Est que de transmettre un message clair à Pékin et Washington sur Taïwan.

Ces dernières années, les Philippines ont progressivement évolué d'une posture passive à un engagement actif sur la question taïwanaise. Pendant très longtemps, le gouvernement philippin se tenait à distance de Taïwan sur le plan géopolitique malgré la proximité géographique, seulement 250 kilomètres les séparant<sup>53</sup>. Ce calcul stratégique change désormais sous l'effet d'une dégradation de l'environnement sécuritaire du pays, marqué notamment par le renforcement des capacités militaires de la Chine, dont le budget de défense représente près du double de tous les pays d'Asie du Sud-Est réunis<sup>54</sup>, et son comportement agressif dans sa périphérie. Les Philippines en subissent largement les conséquences. En témoignent les incidents quasi quotidiens entre navires chinois et philippins autour de l'atoll Second Thomas ou du récif disputé de Scarborough et la multiplication des manœuvres d'intimidation chinoises. Le pays est également directement concerné par la hausse des tensions inter-détroit. Lors des exercices militaires conduits par l'APL autour de Taïwan en août 2022, la Chine a déclaré six zones d'exclusion militaire, dont l'une d'entre elles s'avancait dans la zone économique exclusive des Philippines, au niveau du canal de Bashi<sup>55</sup>.

Dans ce contexte, l'administration Marcos a approfondi sa coopération de défense avec les États-Unis et d'autres partenaires (Japon, France récemment), à travers un accès étendu à ses bases militaires et la reprise de patrouilles conjointes en mer de Chine méridionale, entre autres. Elle a acté une nouvelle phase de modernisation de ses armées et adopté une posture plus proactive sur Taïwan. La politique quinquennale de sécurité nationale du pays, publiée en août 2023, affirme ainsi que « *tout conflit militaire dans le détroit de Taïwan affecterait inévitablement les Philippines étant donné la proximité géographique de Taïwan avec l'archipel philippin et la présence de plus de 150 000 Philippines à Taïwan* »<sup>56</sup>. Quelques mois

<sup>52</sup> Renato Cruz De Castro, « The Philippines' Evolving View on Taiwan: From Passivity to Active Involvement », [Brookings](#), 3 septembre 2023.

<sup>53</sup> Distance entre le point le plus au sud de Taïwan et le nord de l'île de Luzon. 98 kilomètres séparent l'île taïwanaise de Lesser Orchid et l'île philippine de Mavulis (Joshua Bernard Espena, « Evolving, Not Evading: The Philippines' National Security Policy and Its Strategic Calculus in Taiwan », [Global Taiwan Institute](#), 4 octobre 2023).

<sup>54</sup> D'après les chiffres du SIPRI de 2022, les dépenses militaires de la Chine s'élevaient à environ 298 000 milliards USD, soit près du double de tous les autres pays d'Asie de l'Est réunis – sans la Corée du Nord, le Vietnam et le Laos, qui ne sont pas inclus dans les statistiques du SIPRI.

<sup>55</sup> Situé à cheval sur Taïwan et les Philippines, ce canal est considéré comme essentiel par les stratèges chinois. Le contrôler permettrait à l'APL de couper la première chaîne d'îles et de dissuader les forces américaines d'intervenir depuis les Philippines. Pour plus d'informations, voir notamment Hugo Tierny, « Opportunité ou vulnérabilité ? Regards chinois sur l'importance géostratégique de Taïwan », [Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie](#), Fondation pour la Recherche Stratégique, novembre 2021.

<sup>56</sup> « National Security Policy », [Republic of the Philippines National Security Council](#), août 2023.

auparavant, le président Ferdinand Marcos Jr., interrogé par *Nikkei Asia*, avait déclaré que « lorsque nous examinons la situation dans la région, en particulier les tensions dans le détroit de Taïwan, nous constatons qu'en raison de notre situation géographique, en cas de conflit dans cette région, il est très difficile d'imaginer un scénario dans lequel les Philippines ne seraient pas impliquées d'une manière ou d'une autre »<sup>57</sup>.

Ces messages officiels sont d'autant plus significatifs qu'ils s'accompagnent d'un changement d'état d'esprit par rapport à la coopération avec Taïwan. Dans un article pour le média philippin *Rappler*, l'ancien vice-commandant de la Marine philippine, Rear Admiral Rommel Jude Ong, estime que face aux ambitions maritimes chinoises, « le pays devra peut-être étudier la possibilité d'un 'mécanisme de défense collective' alternatif [...] pour former un 'rempart de la démocratie en Asie de l'Est' ». S'il cite d'abord le Japon, il n'écarte pas non plus « d'envisager 'l'impensable' », à savoir « contourner notre 'principe d'une seule Chine' en mettant en place un accord de coopération incluant Taïwan »<sup>58</sup>. Cette proposition fait écho à la position taïwanaise : en juin 2023, le ministre des Affaires étrangères de l'île, Joseph Wu, avait fait savoir dans un entretien au *Philippine Star* que Taïwan se tenait prêt à collaborer avec les Philippines sur les questions de sécurité, en particulier en matière de coopération entre garde-côtes et d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe (HADR, *Humanitarian Assistance and Disaster Relief*)<sup>59</sup>.

Une implication plus active des Philippines en cas de conflit à Taïwan pourrait passer par une ouverture des bases du pays aux États-Unis et pays alliés. Cela faciliterait un engagement militaire américain dans la zone ainsi que la conduite d'opérations d'évacuation de ressortissants sud-est asiatiques ou européens. S'il y a de plus en plus de signaux en faveur d'une telle posture côté philippin, elle reste néanmoins incertaine et très risquée pour Manille. Un soutien à une intervention américaine ou une remise en cause de la « politique d'une seule Chine » exposent les Philippines à des représailles économiques, diplomatiques ou militaires de Pékin. Or leurs infrastructures sont insuffisantes et les forces armées philippines largement sous-dimensionnées pour faire face à l'Armée populaire de libération. La marine philippine ne dispose que de six navires de plus de 1 000 tonnes<sup>60</sup>, contre 370 navires et sous-marins côté chinois, dont plus de 140 grands bâtiments de combat de surface<sup>61</sup>. Quant à la *Philippine Air Force*, elle se concentre sur la contre-insurrection et ne possède qu'un petit nombre d'avions à réaction modernes<sup>62</sup>.

En dehors des Philippines, le seul pays d'Asie du Sud-Est qui pourrait s'engager plus activement en cas de conflit à Taïwan est Singapour. L'une des options envisageables est l'ouverture (partielle) des infrastructures militaires de la cité-État en soutien à des RESEVAC, voire à un engagement militaire des États-Unis – qui disposent déjà d'un accès temporaire en temps de paix. En 2019, Washington et Singapour ont en effet renouvelé l'accord bilatéral de

<sup>57</sup> Cliff Venzon, « Marcos Says 'hard to Imagine' Philippines Can Avoid Taiwan Conflict », *Nikkei Asia*, 12 février 2023.

<sup>58</sup> Rommel Jude G. Ong, « China's Increased Coercive Activities in the WPS: Recalibrating the PH's Security Response », *Rappler*, 18 décembre 2023.

<sup>59</sup> Ana Marie Pamintuan, « Taiwan seeks security cooperation with Philippines », *The Philippine Star*, 29 juin 2023.

<sup>60</sup> « Chapter Five: Asia », *The Military Balance*, IISS, 2024.

<sup>61</sup> « Report on Military and Security Developments Involving the People's Republic of China », *U.S. Department of Defense*, 2023.

<sup>62</sup> Mark F. Cancian, Matthew Cancian, Eric Heginbotham, « The First Battle of the Next War: Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan », *CSIS*, janvier 2023.

1990 qui facilite l'accès des forces américaines aux bases aériennes et navales de Singapour et fournit un soutien logistique à leur personnel, leurs avions et leurs navires en transit<sup>63</sup>.

Toute forme d'engagement de Singapour se heurte néanmoins à un dilemme : fournir un appui (même logistique) aux États-Unis risque de provoquer la Chine ; soutenir Pékin expose Singapour à une détérioration de ses relations avec Washington, et ne pas agir pourrait marginaliser la cité-État sur le plan diplomatique. Concernant le premier scénario, Singapour en a déjà eu un avant-goût en 2016 à l'occasion de l'« épisode Terrex », à savoir la saisie par les douanes de Hong Kong sur consigne chinoise de neuf blindés d'infanterie singapouriens alors qu'ils étaient en transit à destination de Taïwan<sup>64</sup>. Ils devaient servir à des entraînements bilatéraux dans le cadre du programme « Starlight » (cf. *supra*). Cette crise a été un choc à Singapour, désormais prudente dans sa gestion de la « politique d'une seule Chine ».

Dans ce contexte, une voie médiane consisterait à ce que Singapour joue un rôle de médiateur en cas de conflit, comme le suggère Ian Storey de l'ISEAS-Yusof Ishak Institute<sup>65</sup>. Singapour l'a déjà fait à deux reprises dans le passé : en 1993, lorsqu'elle a accueilli la première réunion semi-officielle organisée dans un pays tiers par la Chine et Taïwan ; et en 2015, à l'occasion de la rencontre entre Xi Jinping et son homologue taïwanais, Ma Ying-jeou, qui a marqué la première réunion entre les dirigeants des deux parties depuis 1949<sup>66</sup>. La situation serait toutefois très différente en cas de confrontation armée autour de Taïwan. La Chine pourrait rejeter toute offre de médiation dans la mesure où elle considère que c'est un enjeu qui relève de politique intérieure et touche à ses « intérêts vitaux ».

Par ailleurs, Singapour pourrait jouer un rôle central dans l'évacuation des 730 000 ressortissants sud-est asiatiques basés à Taïwan si un conflit d'ampleur éclatait. Le gouvernement singapourien a les capacités et l'expérience nécessaires, ce dont a témoigné le déploiement d'un A330 par la *Republic of Singapore Air Force* (RSAF) en Afghanistan en août 2021 pour contribuer aux efforts d'évacuation. Fin 2023, Singapour a organisé l'exercice multinational biennal COORES d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe (HADR), en partenariat avec le gouvernement laotien et le Center for Excellence in Disaster Management and Humanitarian Assistance (CFE-DM) des États-Unis. La cité-État accueille en outre le Changi RHCC, un centre de coordination régional de l'ASEAN en HADR, établi en 2014, qui pourrait être mobilisé en cas de conflit.

Une telle implication nécessiterait toutefois une coordination en amont avec les États les plus concernés, à savoir l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. Cela demanderait aussi de mener des discussions à l'échelle de l'ASEAN et de renforcer les protocoles existants, à l'instar des *Guidelines of the Provision of Emergency Assistance by ASEAN Mission in Third Countries*, avec une attention particulière sur le partage d'information, les voies aériennes d'évacuation et les moyens à mobiliser<sup>67</sup>. Bien que cruciale, cette question reste délicate et

<sup>63</sup> « Singapore and the US Renew Memorandum of Understanding », [Singapore Ministry of Defense](#), 24 septembre 2019.

<sup>64</sup> Alan Chong, David Han, « Foreign Policy Lessons from the Terrex Episode », [RSIS Commentary](#), 2 février 2017.

<sup>65</sup> Ian Storey, « Southeast Asian Responses to Military Contingencies in the Taiwan Strait and East China Sea », in Drew Thompson, Byron Chong (eds.), *op. cit.*

<sup>66</sup> « From The Straits Times Archives: 1993 Landmark China-Taiwan Bilateral Talks in Singapore », [The Straits Times](#), 19 janvier 2016.

<sup>67</sup> Voir, par exemple, Abdul Rahman Yaacob, Muhammad Faizal, « ASEAN Needs a Repatriation Plan for a Taiwan Contingency », [The Diplomat](#), 7 août 2023.

trop peu étudiée. Outre les pressions de la Chine, les divisions au sein de l'ASEAN et le manque de capacités sont autant d'obstacles possibles.

## Conclusion

Déterminer la posture des États d'Asie du Sud-Est en cas de conflit à Taïwan se heurte à une série d'incertitudes : la nature du conflit (blocus militaire, invasion de Taïwan, changement unilatéral du *statu quo* par Taïwan, etc.), l'état de la relation économique avec la Chine, la dynamique d'escalade et la résilience des belligérants, l'attitude des puissances extérieures comme le Japon, les États-Unis mais aussi la Russie et la Corée du Nord, l'utilisation par l'APL de points d'appui à l'étranger tels que la base navale de Ream, etc.

Malgré ces réserves, de nombreux indicateurs montrent qu'il n'y a pas de position régionale commune sur Taïwan. Il y a en réalité une pluralité de positions, qui reflètent des divergences profondes au sein de l'ASEAN :

- ▶ Le Laos, le Cambodge et le Myanmar semblent opter pour une approche accommodante vis-à-vis de la Chine, qui pourrait saper des efforts internationaux visant à condamner, voire sanctionner Pékin.
- ▶ La Malaisie, la Thaïlande, le Brunei, le Vietnam et l'Indonésie, soit la moitié des États membres du bloc, s'inscrivent dans une posture de prudence et de neutralité, liée en partie à leur tradition diplomatique et à l'importante influence de la Chine. Leur implication se limiterait vraisemblablement à l'évacuation de leurs ressortissants et d'éventuelles autorisations de survol de leur territoire.
- ▶ Les Philippines et Singapour se démarquent par leur niveau de réflexion stratégique sur Taïwan, plus abouti, et la perspective d'un engagement plus actif, qui reste toutefois incertain et nécessairement limité, compte tenu du coût que cela représenterait.

Vues de Paris, ces positions suggèrent qu'il ne faudra pas compter sur la majorité des pays de l'Asie du Sud-Est pour intervenir, y compris dans le cadre de RESEVAC. Ce n'est que dans le cas des Philippines et de Singapour qu'une utilisation *a minima* d'infrastructures militaires est envisageable, même s'il convient de prioriser des opérations française d'évacuation s'appuyant d'abord sur le Japon. Il est également nécessaire d'anticiper des tensions, voire des interdictions de passage, autour d'espaces stratégiques comme le détroit de Malacca en temps de guerre.

L'enjeu majeur pour la France n'est pas tant la réaction des pays d'Asie du Sud-Est en cas de conflit que leur capacité à dissuader la Chine de recourir à la force. Face à l'expérience de l'invasion russe de l'Ukraine, comment convaincre la Chine de ne pas modifier (par la force) le *statu quo* dans le détroit de Taïwan ? Et comment impliquer davantage l'Asie du Sud-Est pour y parvenir, alors même que les pays de la zone peinent à résoudre des dossiers brûlants comme la crise au Myanmar et les différends territoriaux historiques en mer de Chine méridionale ?

Il est essentiel pour la France de soutenir davantage les recherches sur l'Asie du Sud-Est dans le domaine stratégique et d'accroître les discussions avec ses partenaires dans la région, à travers l'organisation de dialogues 1.5., le financement de missions de terrain en Asie du Sud-Est et le soutien aux travaux de *think tanks* locaux. Les réflexions doivent porter sur la situation dans le détroit de Taïwan, mais également sur la stratégie de « *de-risking* » vis-à-vis de la Chine et sa traduction en Asie du Sud-Est. Les pays considérés comme étant susceptibles de figurer parmi les plus « bienveillants » à l'égard de la Chine en cas de conflit majeur à Taïwan ont pendant longtemps été délaissés par Washington, Bruxelles et Paris. Cela change progressivement dans le cas du Cambodge, où la forte influence chinoise a poussé la France à réagir et à approfondir la coopération franco-cambodgienne ces derniers mois. Mais le retard de l'engagement français dans la région demeure très important par rapport à Pékin, dont l'offre économique et sécuritaire continue de séduire en Asie du Sud-Est.

Enfin, la France gagnerait à renforcer la coopération avec les pays de la région en matière de sécurité civile et de HADR pour faciliter leur préparation ou leur coordination en cas de conflit à Taïwan. Ces efforts pourraient s'accompagner d'une valorisation d'avions de transport polyvalents du type A400M, dont le rôle a notamment été crucial lors de l'évacuation de ressortissants étrangers du Soudan en juin 2023.